

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 6 AVRIL 2018

Titulaires présents		Excusés
ALZURI Emmanuel (jusqu'au rapport n°10)	KEHRIG COTTENÇON Chantal	BISAUTA Martine
BAUDRY Paul	LAFLAQUIERE Jean-Pierre	CACHENAUT Bernard
BONNAMY Eric	LESPADE Jean-Marc	CARASCO Olivier
CHARRON Martine (à partir du rapport n°3)	NEYS Philippe	CARPENTIER Vincent
ETCHEGARAY Jean-Pierre	NOUSBAUM Pierre-Marie	FOURNIER Jean-Louis
ETCHEGARAY Jean-René (jusqu'au rapport n°11)	OLIVE Claude	JUHEL Laurent
GONZALES Christian	PONS Yves	MENDIBURU Paul
HACALA Germaine	SALDUCCI Jean-Paul	MOTSCH Nathalie
HIRIART-URRUTY Argitxu	THEBAUD Marie-Ange	NARBAIS-JAUREGUY Eric
HOUSCADE Robert	VEUNAC Jacques (jusqu'au rapport n°13)	
IBARLUCIA Michel (à partir du rapport n°2)	VEUNAC Michel (jusqu'au rapport n°10)	

Suppléants présents mandatés par des titulaires

Titulaires excusés	Suppléants désignés
LASSERRE-DAVID Florence	GOURGUES Jean-Paul

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
ALZURI Emmanuel (à partir du rapport n°11)	OLIVE Claude
DAGORRET François	PONS Yves
DARRIBEROUGE Louis	LESPADE Jean-Marc
ETCHEGARAY Jean-René (à partir du rapport n°12)	NEYS Philippe
SOROSTE Michel (jusqu'au rapport n°11)	ETCHEGARAY Jean-René
VEUNAC Michel (à partir du rapport n°11)	BAUDRY Paul

Secrétaire de Séance : Eric BONNAMY

OJ N°10 : VOTE DU TAUX DE VERSEMENT TRANSPORT ET DES MODALITES DE LISSAGE

Par délibération du 12 octobre 2017, et pendant la phase d'installation de la nouvelle gouvernance du Syndicat des mobilités et dans l'attente du débat sur la politique budgétaire et financière à appliquer pour mener à bien une politique des mobilités sur le nouveau ressort territorial, le Comité syndical avait décidé de maintenir le taux du versement transport sur le territoire des communes de Bayonne, Anglet, Biarritz, Bidart, Boucau, Saint-Pierre d'Irube et Tarnos à 2% et de fixer à 0% le taux du versement transport sur le territoire des communes nouvellement incluses.

L'article L. 2333-67 du code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité de maintenir, durant une période transitoire qui ne peut excéder 12 ans à compter de l'extension de périmètre, un taux différencié sur les territoires nouvellement inclus dans le périmètre du Syndicat, lorsque ces territoires n'étaient pas soumis au versement transport ou l'étaient à un taux inférieur.

Cet article prévoit également que toute modification de taux entre en vigueur au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet de chaque année. En conséquence, la délibération fixant le nouveau taux est transmise par l'autorité organisatrice de la mobilité aux organismes de recouvrement avant, le 1^{er} novembre de l'année N pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier de l'année N + 1 ou avant le 1^{er} mai de l'année N pour une entrée en vigueur le 1^{er} juillet de cette même année. Les organismes de recouvrement communiquent le nouveau taux aux assujettis au plus tard un mois après la réception de ces délibérations, soit le 1^{er} décembre ou le 1^{er} juin.

Dans la continuité du débat d'orientation budgétaire voté le 15 mars 2018, qui affiche une politique des mobilités ambitieuse sur l'ensemble du ressort territorial, il est proposé au Comité syndical d'adopter le vote du taux de versement transport sur l'intégralité de son territoire et de le lisser de la manière suivante :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

- le taux du versement transport sur le territoire des communes de Bayonne, Anglet, Biarritz, Bidart, Boucau, Saint-Pierre d'Irube et Tarnos est maintenu à 2% ;
- le taux du versement transport sur le territoire des communes nouvellement incluses dans le ressort territorial du Syndicat des mobilités est fixé à 0,50% à compter du 01^{er} juillet 2018 et augmenté de 0,50% par an et pendant 4 ans. Le calendrier de mise en place proposé est le suivant :
 - . 0,50 % à compter du 01^{er} juillet 2018,
 - . 1 % à compter du 01^{er} juillet 2019,
 - . 1,50 % à compter du 01^{er} juillet 2020,
 - . 2 % à compter du 01^{er} juillet 2021.Les différentes évolutions de taux feront l'objet de délibérations successives, afin que les organismes chargés de recouvrement en informent les assujettis.
- d'autoriser Monsieur le Président à prendre tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOpte

3 VOTES CONTRE : Chantal KEHRIG-COTTENCON, Germaine HACALA, Philippe NEYS

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le ... 1.1. AVR. 2018...

Affiché le 1.1. AVR. 2018

Le Président,

Claude OLIVE



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 11/04/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/04/2018

PAYS BASQUE-ADOUR

tel : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99